

4^e Forum du RAAC
Questions aux partis politiques
19 novembre 2011

René LONGET
Président du Parti socialiste genevois

Comme cela a été dit, vous n'avez ici que 3 des 6 ou 7 partis politiques représentés dans les parlements municipaux et cantonal. N'oubliez donc pas ces autres acteurs qui ne sont pas là.

J'ai eu beaucoup de plaisir à partager les débats de la matinée avec vous, et j'ai été frappé par la mise en évidence des difficultés, la crise, une certaine morosité. Je ne nie aucunement ces difficultés, mais aussi longtemps que je suis engagé en politique, et ça fait maintenant un certain temps, on parle de crise, crise du pétrole, crise financière, crise économique. Avons-nous déjà connu autre chose que ce contexte?

J'ai le souci que nous puissions quitter cette salle avec des perspectives de mobilisation, et le RAAC a ce grand mérite d'avoir su mobiliser, mettre sur la place publique les enjeux culturels genevois, donner une visibilité à ces enjeux.

J'ai aussi eu l'impression que parfois les choses paraissent très compliquées, insurmontables. Si on estime judicieux de changer des structures, ce n'est pas si compliqué, une fois qu'on a estimé qu'il était juste de le faire. Je rappelle dans de tout autres domaines, voici de nombreuses années, on a rendu le réseau routier, la voirie, à la Ville, et on a cantonalisé les Services industriels. Reste à savoir s'il faut le faire, c'est une autre histoire.

Le projet de loi a tout notre soutien, il est en effet important de sortir de la notion de subsidiarité inscrite dans la loi de 1996 et il n'y a aucune raison que des communes, la Ville en particulier mais les autres communes aussi, assument sans compensation des tâches qui dépassent largement leur territoire. D'ailleurs, le projet est issu de la CELAC, et la CELAC est issue du RAAC !

Ce projet de loi doit évidemment être assorti de financements additionnels, c'est sa principale raison d'être, donc il nous faut plus de ressources de la part du canton, et il faut aussi que les communes ne réduisent pas leur engagement, car il y a encore beaucoup à faire.

Charles Beer a à juste titre souligné ce matin le côté test que représente le crédit de 6 millions déposé au Grand Conseil pour l'accompagnement artistique du TCOB, 6 millions sur 300 millions de chantier tram, 2 %, c'est le pour-cent culturel ! En matière culturelle, par rapport à l'ensemble des budgets, on ne parle d'ailleurs pas de sommes énormes, on reste dans ce type d'ordre de grandeur.

Quant au Conseil de la culture, nous y sommes aussi favorables, car c'est là que peuvent s'élaborer les concepts, qu'on peut se coordonner, que les acteurs culturels peuvent mettre des priorités et éviter en effet, comme cela a été dit, de trop se concurrencer.

Encore qu'il faut rester ouvert à des projets inattendus comme Antigél, qui, comme cela a aussi été dit ce matin, a vraiment permis à des activités culturelles de se dérouler près des

gens, sur un terrain inhabituel. La culture est vivante et ne se décrète pas !

Mais si les moyens doivent augmenter, ils ne sont bien entendu pas sans limite pour autant, et la question de la coordination est une question clé. J'observe que le Groupe de concertation culturelle de l'ACG, réunissant l'Etat, la Ville de Genève et les communes ayant une action culturelle, fonctionne très bien, contrairement à ce qu'on pouvait parfois entendre, et qu'il a toute sa place dans cette coordination qui doit rester une concertation entre tous les acteurs.

J'aimerais enfin rappeler le rôle structurant de la culture ; en période de crise, qui est aussi une crise de sens, d'orientation, on a encore plus besoin de créer, de pouvoir regarder les choses autrement, de surprendre, de mettre en question.

Et finalement, la culture ce sont aussi des emplois, malheureusement trop souvent précaires, mal payés, ce qui est aussi un manque de respect, par manque d'argent, pour le travail fourni. La crise nous rend prudents s'agissant des dépenses, et c'est normal, mais on doit aussi faire des investissements anticycliques, dans des infrastructures - mais aussi dans la culture. De par ses fonctions, la culture est un investissement anticyclique !

Pour conclure, j'aimerais souligner l'importance des propos de Sami Kanaan sur le contexte fiscal. Si on met bout à bout les projets actuels proposés par la majorité du Grand Conseil de réduction de la fiscalité des entreprises, de suppression de la taxe professionnelle, l'imposition exclusivement au domicile tel que voulu par la Constituante, on a près de 250 millions qui manquent dans la caisse de la Ville de Genève. C'est populaire de proposer de payer moins d'impôts, et le public tombe volontiers dans le panneau, mais le résultat collectif est désastreux, et notamment pour la culture.

Certaines forces politiques s'emploient à réduire artificiellement les moyens des collectivités, rajoutant une réduction autoinfligée à celle due à la crise. Et si ensuite les mêmes empêchent le Canton de compenser ce qu'ils enlèvent à la Ville, c'est le non-sens complet. Donc comme toujours, le soutien de la culture dépend de la volonté politique et du contexte politique. Quant à nous, nos engagements sont constants, anciens et parfaitement clairs, autant sur la fiscalité que sur la culture !